

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

**MISSIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SYSTEME DE SECURITE INCENDIE
Sur le site ENAC de TOULOUSE**

HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version du document	Date de rédaction	Raisons de l'évolution	Auteur
V1	21/07/2022	Version initiale	L.P
V2	06/09/2023	Relecture et adaptations	MPB

	Fonction / Entité	V / A	Visa
Emeline Lacave	Adjointe au chef du département IL	V	
Frédéric Lassimone	Chef du département IL	A	

Vérification (V) / Approbation (A)

SOMMAIRE

1	Objet et caractéristiques du marché	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Cotraitants et sous-traitants.....	4
2	Formes du marché	4
2.1	Conduite d'opération	4
3	Les établissements assujettis	4
3.1	Les catégories d'ERP	4
3.2	Nature des projets immobiliers	5
4	Exercice de la coordination SSI	5
4.1	Obligations du coordonnateur SSI.....	5
4.2	Moyens donnés au coordonnateur SSI	6
4.3	Conditions d'exécution	6
4.4	Livrables	7
4.5	Réunions et visites.....	7
4.6	Modalités de présence	8
5	Missions du coordonnateur SSI	8
5.1	Principes généraux	8
5.2	Spécificités techniques	9
5.3	Phasage.....	9
5.3.1	Décomposition de la mission en phase de conception	9
5.3.2	Décomposition de la mission en phase de réalisation	10
5.3.3	Décomposition de la mission en phase de réception	12
5.4	Mission de conseil ponctuel.....	13

1 Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet du marché

L'objet de ce marché concerne, conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la réalisation d'une mission de coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (S.S.I).

Cette mission concerne tous les chantiers lancés par l'ENAC dans le cadre de la rénovation et de la mise aux normes du site de Toulouse.

La mission de coordination SSI sera menée pour l'une ou la totalité des phases suivantes :

- La phase conception,
- La phase réalisation,
- La phase réception.

Chaque opération peut donner lieu à la commande de l'une ou plusieurs des phases listées ci-avant.

Le CSSI intervient en application du règlement de sécurité incendie pour les établissements recevant du public approuvé par arrêté du 25/06/80 (complété et modifié par diverses dispositions prises ultérieurement par arrêtés) et plus précisément en application des sections V - système de sécurité incendie ; VI - système d'alerte ; et VII - entretien, vérification, contrôle ; ainsi que suivant les normes NF S 61-931, NF S 61-932 et NF S 61-933.

Le CSSI intervient sous la responsabilité du maître d'ouvrage portant sur des travaux réalisés au sein des sites de l'ENAC dont la classification se trouve référencée au paragraphe 3.3, ces informations sont données à titre indicatif et sont susceptible d'être modifiées.

Le marché est conclu pour une durée d'un an (1 ans) à compter de sa date de notification et reconduit annuellement par tacite reconduction dans la limite de trois ans (3 ans) supplémentaires maximum.

1.2 Cotraitants et sous-traitants

Par dérogation à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

2 Formes du marché

Le marché est passé pour le site ENAC de Toulouse uniquement.

Il sera mono-attributaire.

2.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera exécutée par les services de l'ENAC ou par un prestataire extérieur.

3 Les établissements assujettis

3.1 Les catégories d'ERP

Les établissements sont classés par catégories, selon leur capacité d'accueil du public :

- 1ère catégorie : au-dessus de 1500 personnes
- 2ème catégorie : de 701 à 1500 personnes
- 3ème catégorie : de 301 à 700 personnes

- 4ème catégorie : au-dessous de 300 personnes (sauf 5ème catégorie)
- 5ème catégorie : elle est fixée par un nombre maximum d'effectif du public, selon le type d'établissement et l'étage concerné.

Les catégories des différents bâtiments composant le site de l'ENAC à TOULOUSE sont référencées en annexe 1.

La catégorie du bâtiment qui fera l'objet d'une mission sera rappelée sur le marché subséquent.

3.2 Nature des projets immobiliers

Les projets immobiliers concernés par les missions décrites dans le présent document ne sont pas connus au préalable et ne sont donc pas décrits.

Toutefois, on peut préciser que ces projets concernent tous des bâtiments :

- qui font tous partie du patrimoine de l'ENAC de Toulouse ;
- qui consistent dans la majorité des cas en des travaux de réhabilitation / restructuration / extension (lourde ou légère), les opérations de construction neuve étant infinitésimale ;
- qui abritent des fonctions très diversifiées.

La forme spécifique de l'accord-cadre marchés et la durée maximale de ces marchés impliquent que les opérations concernées par ces missions ne sont pas connues au préalable, non en cours, et ne sont donc pas décrites dans les documents constitutifs du présent marché.

4 Exercice de la coordination SSI

4.1 Obligations du coordonnateur SSI

Le coordonnateur SSI préconise de façon très fine les équipements nécessaires au regard des spécificités de l'opération, de la réglementation et de la spécificité du bâtiment (type, catégorie). Au besoin, il entre en contact avec les services instructeurs des commissions de sécurité. A ce stade, il détermine les différentes zones de sécurité. Le coordonnateur apporte également une aide technique à la rédaction des pièces écrites en validant les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des lots impliqués dans le SSI, veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier, les avis émis par les autorités compétentes, les avis formulés par le bureau de contrôle technique et les attentes du maître d'ouvrage en remettant le rapport d'examen correspondant. Il apporte également une collaboration à la rédaction de la notice de sécurité.

Le coordonnateur SSI assiste, de sa propre initiative ou sur convocation du maître d'ouvrage, aux réunions organisées par celui-ci, ses assistants ou les maîtres d'œuvre, et notamment celles organisées par le maître d'ouvrage avec la commission de sécurité. Il est destinataire de tous les documents de programmation ou d'études réalisés par ces derniers. Il est présent sur le chantier et assiste, de droit, à toutes les réunions de chantier.

Il doit analyser l'ensemble des données existantes : dossier SSI, rapports triennaux de contrôle technique, rapport d'intervention de l'entreprise assurant la maintenance du SSI, PV de la commission de sécurité, installation... définir en concertation avec le contrôleur technique et le maître d'ouvrage la nature et les limites des éventuelles modifications à apporter sur les installations afin de respecter au mieux la réglementation applicable dans une opération de travaux neufs ou de grosse restructuration.

Vérifier et valider la conformité et l'associativité des matériels proposés par les entreprises.

Valider les programmations d'essais proposés par les entreprises, les essais coordonnés étant réalisés avec l'entreprise concernée sous sa direction et en sa présence.

Etablir un procès-verbal de réception du SSI attestant du bon fonctionnement de chacun des systèmes et de leur corrélation.

Collecter auprès de l'entreprise concernée, l'ensemble des documents constituant le dossier d'identité SSI et les intégrer dans le dossier unique d'identité du SSI pour mise à jour.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché la même personne physique comme coordinateur SSI. Le suppléant désigné ne remplacera qu'occasionnellement le coordinateur SSI titulaire en cas d'indisponibilité temporaire de celui-ci, qui n'est pas du fait du titulaire et dans la limite des périodes légales de congés annuels.

Le titulaire ne peut faire remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du maître d'ouvrage et doit présenter des références équivalentes à celles du coordinateur SSI initialement désigné.

4.2 Moyens donnés au coordonnateur SSI

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage fournira au prestataire les caractéristiques principales de l'opération, au regard du dossier SSI lorsqu'il existe, les rapports des bureaux de contrôle ainsi que la photocopie du dernier procès-verbal de visite de la commission départementale de sécurité. Il communiquera au prestataire les documents d'entrée qui lui sont nécessaires pour la réalisation de la mission et qui sont précisés dans la description de chacune des missions.

Le coordonnateur SSI aura accès en consultation sur place aux documents suivants :

- Audits de sécurité
- Dossier d'identité SSI du site de l'ENAC

Le coordonnateur aura accès sans restriction à l'ensemble du site, il devra cependant prendre RDV avec la MOA préalablement à sa venue.

4.3 Conditions d'exécution

L'exercice des missions de CSSI, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, réglementations et autres, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Au titre de chacune des missions, le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction. Il assistera notamment le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail...).

Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposeront.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

4.4 Livrables

Sauf indication contraire dans la lettre de consultation, les délais de remise des livrables sont entendus comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	DATE DE DEPART DU DELAI
Rapport en phase conception	1 semaine	A la demande de la maîtrise d'ouvrage
Cahier des charges	2 semaines	A la demande de la maîtrise d'ouvrage
Avis sur la cohérence des descriptifs techniques	2 semaines	Date de réception du dossier
Avis sur les documents d'exécution	1 semaine	Date de réception du document
Compte rendu de visite sur site	1 semaine	A compter de la visite
Dossier d'identité SSI	2 semaines	Avant la date de passage de la Commission ou la date prévisionnelle de fin de travaux

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition obligatoirement au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement. En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers seront limités au maximum. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

4.5 Réunions et visites

NOMBRE MINIMUM DE REUNION EN PHASE CONCEPTION		
Montants prévisionnels des travaux	< 100 000 € HT	2
	100 001 à 210 000 € HT	2
	210 001 à 500 000 € HT	3
	500 001 à 1 000 000 € HT	3
	1 000 001 à 3 000 000 € HT	4
	3 000 001 à 6 000 000 € HT	5

NOMBRE MINIMUM DE REUNION EN PHASE EXECUTION	
Mise au point avec les entreprises	2
Préparation du passage de la Commission	1
Passage de la Commission	1

Le marché subséquent ou le bon de commande pourront prévoir des nombres de visites et de réunions différents selon les opérations. En cas de silence du marché subséquent ou du bon de commande sur ces points, le cadre général de l'AC s'appliquera.

4.6 Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le coordonnateur SSI doit :

- Assister aux réunions de chantier hebdomadaires et réalise des visites de chantier autant que de besoin et à la demande du MOA ou du MOE ;
- Assister aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué par le MOA ou le MOE, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations en phase conception et réalisation.

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

En outre, la mission de conseil ponctuel s'applique uniquement aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

5 Missions du coordonnateur SSI

5.1 Principes généraux

Le recours à un coordonnateur SSI est obligatoire dans les ERP dans lesquels il est nécessaire d'installer des systèmes de sécurité incendie ; et dans les établissements soumis à la législation du travail, recevant plus de 50 personnes.

Une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du SSI. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles.

Le Coordinateur S.S.I. (Système de Sécurité Incendie) est un auxiliaire neutre au service du Maître d'Ouvrage et en collaboration directe avec la Maîtrise d'œuvre. Il intervient dès les études préalables afin de déterminer les besoins dans le domaine de la prévention incendie. Son rôle se poursuit tout au long de l'ouvrage afin d'assurer la cohérence optimale des matériels installés.

L'exercice des missions de CSSI, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, règlementations et autres, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Au titre de chacune des missions, le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction. Il assistera notamment le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées, sur le thème de la sécurité et de la protection de la santé sur le projet, par les partenaires publics (mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail...).

Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposeront.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents au marché qui lui été attribué.

5.2 Spécificités techniques

L'attention du coordonnateur SSI est attiré sur le fait que les travaux se dérouleront sur un site en activité (application des mesures édictées par l'article R.238-18-4 du code du travail).

La mission du coordonnateur sera régie par les normes NFS 61-931 et NFS 61-932.

5.3 Phasage

5.3.1 Décomposition de la mission en phase de conception

Le coordinateur SSI examine les pièces fournies par le Maître de l'ouvrage concernant le programme du projet et le dossier de la phase d'étude en cours du Maître d'œuvre et participe au rendez-vous de mise au point sur convocation de celui-ci durant ces phases d'études. Le coordinateur SSI établit, pour l'ouvrage faisant l'objet du bon de commande, le fonctionnement du SSI à travers les documents suivants :

- Le concept de mise en sécurité

Ce document permet de répondre aux besoins exprimés, décrit les principes de mise en sécurité et l'organisation du SSI prévus pour le bâtiment en fonction :

- De la réglementation en vigueur,
 - Du respect des normes,
 - Des demandes spécifiques du maître d'ouvrage et de celles liées à l'exploitation du bâtiment,
 - Des matériels utilisés.
- Le cahier des charges fonctionnel du SSI

Il reprend le concept de mise en sécurité et comprend au minimum : (liste non exhaustive)

- La catégorie du SSI et le type d'équipement d'alarme pour l'évacuation (EA),
- Le niveau de surveillance au sens de la norme NF S 61-970,
- La définition des Zones de Détection (ZD) et Zones de mise en sécurité (ZS),
- Les scénarios types de mise en sécurité,
- Le tableau définissant la corrélation entre chaque ZD et les ZS,
- Le positionnement des matériels centraux et d'exploitation ainsi que leurs conditions d'implantation,
- Les fonctionnalités de l'UAE conformément aux normes NF S 61-932 et NF S 61-970,
- Les modalités d'exploitation définies par le maître d'ouvrage et la définition des moyens techniques mis en œuvre en conséquence (alarme restreinte, générale et/ou générale sélective, temporisation, tableaux répéteurs...),
- La définition des modes de fonctionnement des DCT, des options de sécurité des DAS et des réarmements pour tous les différents constituants du SSI,
- Les éventuelles particularités d'exploitation du site,
- La procédure de réception technique du SSI.
- La définition du dossier technique SSI (à joindre avec la demande du permis de construire ou la demande de travaux).

Le cahier des charges fonctionnel doit préciser explicitement les dispositions retenues dans le cadre du projet concerné, y compris celles concernant les éventuels ensembles indépendants.

- Les plans définissant les limites géographiques des zones de mise en sécurité (ZS)
- Il est demandé au prestataire de fournir **1 exemplaire papier et 1 exemplaire dématérialisé**.

Le coordonnateur SSI analyse et vérifie les pièces du dossier Avant-Projet, Projet et DCE concernant les équipements constitutifs du S.S.I. et informe le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, sous forme d'un rapport écrit, des incohérences relevées pour le respect du cahier des charges fonctionnel du SSI.

En cas d'évolution de la conception de l'ouvrage, l'intervention du coordonnateur comporte les propositions d'ajustement nécessaires au concept de mise en sécurité et au cahier des charges fonctionnel du SSI.

A ce titre, il participe aux réunions de mise au point technique avec la maîtrise d'œuvre sur convocation de celle-ci et veille à la cohérence entre les prescriptions techniques du dossier et les avis émis par les autorités compétentes.

Les modifications qui peuvent s'ensuivre, devront recevoir préalablement l'aval :

1. de la personne en charge du bon de commande
2. du contrôleur technique
3. éventuellement de la commission départementale de sécurité

Enfin, le coordonnateur devra la mise à jour des plans de zoning SSI sous format de l'ENAC. Ces plans seront fournis en couleur dans un format compatible avec le rendu de l'ouvrage.

Le coordonnateur SSI précisera également la liste (ou le sommaire) des documents, qui en outre devront être rédigé obligatoirement en français et qui devront être remis ou mis à jour par les entreprises lors des DOE sous format demandé par l'ENAC pour être joints à la mise à jour du Dossier d'identité des SSI, ainsi que leur format.

5.3.2 Décomposition de la mission en phase de réalisation

Durant cette phase, le coordonnateur SSI veille au respect des exigences définies pendant la phase conception lors de la mise en œuvre des équipements.

- Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI mis en œuvre par :
 - L'examen des plans et documents d'exécution au regard du cahier des charges fonctionnel SSI,
 - L'examen non exhaustif des conditions d'implantations des équipements et des liaisons
- Création ou mise à jour du dossier d'identité du SSI, en recueillant les éléments nécessaires.

Sa constitution doit correspondre aux exigences des normes en vigueur.

Le coordonnateur dresse et tient à disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre la liste, triée lot par lot :

- Des PV ou fiches matériels recueillis qui présentent des non-conformités,
- Des PV ou fiches matériels manquants, ceci afin de faciliter les actions de relance auprès des entreprises.

Le dossier d'identité du SSI doit être remis par le coordonnateur **au plus tard deux semaines avant** le premier des deux événements suivants :

- a) date de passage de la commission départementale de sécurité
- b) date de réception de l'ouvrage

NB : le prestataire prendra en compte les trames existantes établies par l'ENAC, des tableaux de corrélation et d'analyses fonctionnelles.

- Création ou mise à jour des TABLEAUX DE CORRELATIONS précisant pour chaque zone de mise en sécurité (ZS), la liste exhaustive des dispositifs commandés terminaux (DCT) qui la compose.
- Examen de la cohérence des éventuelles particularités d'exploitation du site avec les conditions ayant présidé à l'élaboration du concept de mise en sécurité.
- L'examen des plans d'exécution des entreprises concernant les équipements constitutifs du SSI et la rédaction des avis correspondants. Le coordonnateur est destinataire des documents d'exécution de tous les lots concernés par le SSI. Le coordonnateur émet des avis sur ces documents et les transmet au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Il s'agit en particulier des documents suivants : plans d'exécution, plans de zoning, méthodologies d'exécution des essais, fiches matériaux et matériels.
- L'animation des réunions de coordination entre les installateurs en vue d'assurer la cohérence de leur intervention sur les points suivants : (liste non exhaustive) :
 - Le choix des options de sécurité des D.A.S. en application du cahier des charges fonctionnel du SSI et de la corrélation entre zones
 - La nature des liaisons
 - La cohérence technique et la compatibilité fonctionnelle entre les constituants du SSI (CMSI, DAC, DAS...).
 - Les alimentations de sécurité (demande le calcul de puissance)
 - L'architecture proposée pour l'UCMC et l'US

La vérification de la compatibilité entre les différents matériels constitutifs du SSI fournis par les différents installateurs. Dans le cas d'un chantier en plusieurs phases, le CSSI mettra le tableau de corrélation à jour en fonction du matériel inhibé. Il préparera ensuite le tableau à jour des installations ajoutées au préalable de la programmation par l'installateur. Il répond aux interrogations des différents installateurs.

Le récolement auprès des entreprises des pièces exigées au cahier des charges et nécessaires à la création du dossier d'identité du SSI, soit : (liste non exhaustive)

- Les plans des zones de détection (ZDA et ZDM) avec identification des détecteurs et/ou des déclencheurs manuels sous format de l'hôpital.
- Les plans des zones de mise en sécurité (ZC et ZF) avec identification de chaque dispositif actionné de sécurité (D.A.S.), et modules déportés sous format de l'hôpital.
- Les plans des zones de diffusion d'alarme avec identification des diffuseurs sonores et visuels (pour l'alarme générale sélective), sous format de l'hôpital.
- Les schémas de principe de l'installation, les plans de câblage détaillés devant être annexés au dossier d'identité.
- La liste des plans fournis par les installateurs, ces plans devant être annexés au Dossier d'identité
- La liste des matériels du SSI et documentations donnant leurs caractéristiques
- Les certificats de conformité aux normes, fournis par les constructeurs
- Les instructions de manœuvre
- Les documents attestant la compatibilité entre le SDI et le CMSI
- La conformité de la mise à jour de l'UAE
- La notice d'exploitation et de maintenance du SSI

Durant cette phase, le coordonnateur SSI informe régulièrement le pouvoir adjudicateur, des écarts éventuels pouvant se produire entre les choix proposés pour l'exécution des installations et le cahier des charges fonctionnel du SSI.

Les avis et compte rendus de réunion émis par le coordonnateur durant sa mission sont adressés au maître d'ouvrage avec copie à la maîtrise d'œuvre.

Le coordonnateur organise et préside, à un rythme adapté, une réunion de coordination SSI, à laquelle il convoque toutes les entreprises chargées de la mise en œuvre des constituants du SSI.

Le coordonnateur assure les mises au point techniques avec les entreprises concernées pour définir les détails de mise en œuvre des constituants du SSI et traiter l'interface entre ces constituants de manière à obtenir le bon fonctionnement du système dans sa globalité.

Pendant la réalisation du chantier, le coordonnateur procède autant que de besoin à la visite du chantier de manière à s'assurer que les conditions de mise en œuvre des constituants du système de sécurité incendie permettront d'obtenir la conformité du système de sécurité incendie. Le cas échéant, il alerte le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur SSI dispose d'une semaine à compter de la date de visite pour transmettre un rapport de visite à la maîtrise d'ouvrage, avec copie à la maîtrise d'œuvre.

5.3.3 Décomposition de la mission en phase de réception

Durant les opérations préalables à la réception des travaux, le coordonnateur SSI termine le récolement, en application de la norme NF S 61-932, des documents établis par les installateurs et définissant :

- Les essais réalisés
- Les résultats obtenus
- Les attestations (les fiches d'autocontrôle des essais effectués par les entreprises), de bon fonctionnement de chaque sous système et la bonne corrélation avec les autres constituants du SSI.

Le coordonnateur SSI vérifie la cohérence entre les documents fournis par les différents intervenants.

Le coordonnateur SSI informe le Maître de l'ouvrage que la visite de réception technique peut être déclenchée. Il organise cette visite de réception technique à laquelle les installateurs assistent et les utilisateurs sont conviés.

Le coordonnateur SSI constate, au cours de la visite de réception technique, la conformité du SSI avec le cahier des charges fonctionnel et les spécifications du dossier d'identité du SSI.

Au terme de la visite, le coordonnateur SSI établit le procès-verbal de réception technique du SSI.

A l'issue, le coordonnateur SSI remet au Maître de l'ouvrage en **1 exemplaire papier et 1 exemplaire dématérialisé**, le dossier d'identité du SSI destiné à être présenté à la commission départementale de sécurité lors de la visite finale, puis à être annexé au registre de sécurité.

Le coordonnateur SSI assiste le Maître de l'ouvrage lors de la visite finale de la commission départementale de sécurité pour l'ouverture au public de l'établissement, lorsque le classement de ce dernier rend obligatoire cette procédure et argumente les choix techniques retenus pour l'opération.

Le prestataire devra le Dossier d'identité SSI propre à l'opération ainsi que la mise à jour du Dossier d'identité SSI existant du bâtiment dans lequel l'opération s'intègre.

Dans le cas d'un bâtiment pour lequel il n'existerait pas de Dossier d'identité SSI, le prestataire devra la constitution de ce dossier pour l'ensemble du bâtiment.

5.4 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires, et du cadre du marché passé.

A la date anniversaire du contrat le coordonnateur SSI devra s'assurer de la cohérence du dossier d'identité SSI de l'ENAC TOULOUSE et le cas échéant la mise à jour des documents.
